

**Note conceptuelle sur le dialogue structuré des OSC-AL visant à renforcer la mise en œuvre du  
Plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans le  
cadre de l'Action Extérieure 2021-2025 (GAP III)**

**25 novembre 2021**

**12:00h-16:45h CET**

## **Contexte**

Le **plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans l'Action Extérieure 2021-2025 (GAP III)** vise à accélérer les progrès en matière d'autonomisation des femmes et des filles et à garantir les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Le GAP III vise à garantir l'inclusion des partenaires de la société civile et des autorités locales, en particulier au niveau des pays partenaires. A cette fin, et pour renforcer sa mise en œuvre au niveau local, la Commission et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) s'engagent à organiser un dialogue structuré avec une manifestation annuelle au cours des cinq prochaines années de mise en œuvre du GAP III. Reconnaissant que l'objectif de l'intégration de tous les aspects de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles nécessite la contribution, la compréhension et l'action de tous les partenaires de développement, ce dialogue structuré est accueilli par le Forum politique pour le développement.

Le dialogue doit être large en termes de participation et de soutien à l'inclusion de tous les acteurs, y compris de la société civile locale et des autorités locales. En particulier, l'un des objectifs est de soutenir la dimension hommes-femmes des feuilles de route nationales de l'UE en vue d'un dialogue avec la société civile. Le premier dialogue aura lieu le 25 novembre 2021, à l'occasion du premier anniversaire de l'adoption du GAP III.

L'événement sera axé sur la consultation et le partenariat avec la société civile et les autorités locales afin de **promouvoir une approche stratégique, d'accroître l'alignement et l'appropriation de la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles au niveau national.**

## **Méthodologie**

L'événement réunira des représentants de l'UE, des représentants de la société civile et des réseaux d'autorités locales d'Europe, aux niveaux régional et mondial. Les objectifs de cette réunion sont les suivants:

- Faire le point sur la première année de mise en œuvre du GAP III, en tenant compte des recommandations de l'évaluation du GAP II, notamment en ce qui concerne l'engagement avec la société civile et les organisations de collectivités locales dans les pays partenaires.
- Examiner le début de la mise en œuvre du GAP III en mettant l'accent sur les processus de consultation: Qu'est-ce qui a fonctionné (ou pas)? Comment les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de base et les organisations locales de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) ont-elles été consultées dans le cadre de la mise en place du CLIP?
- Soutenir le dialogue continu entre le SEAE, la Commission et une communauté d'organisations qui suivent la mise en œuvre du GAP III.
- Identifier les éléments permettant de renforcer la dimension de genre dans les feuilles de route nationales de l'UE en vue de l'engagement avec la société civile.

Les résultats escomptés comprennent des suggestions, des bonnes pratiques et des recommandations de la

société civile et des participants des autorités locales concernant ce qui suit:

- Qu'est-ce qui est nécessaire au niveau national pour un dialogue continu, une participation significative et un engagement inclusif des organisations de défense des droits des femmes, des organisations de base et des organisations locales de la société civile tout au long de la mise en œuvre du GAP III?
- Comment les partenaires de la société civile peuvent-ils contribuer à améliorer le suivi, les rapports et la communication sur la mise en œuvre du GAP III?
- Quelles mesures concrètes sont nécessaires pour renforcer la mise en œuvre du GAP III en ce qui concerne la coopération étroite entre les délégations de l'UE, les États membres de l'UE, les organisations de la société civile en général, les organisations de défense des droits des femmes en particulier et les autorités locales?

L'évènement présentera les principaux fondements et objectifs de l'ordre du jour du GAP III, entendra des exemples de mise en œuvre au niveau national, puis passera à des groupes de discussion pour débattre plus spécifiquement des thèmes suivants: partenariats et dialogue inclusifs; travailler ensemble au niveau local; promouvoir la gouvernance démocratique et la participation civique; la communication, la sensibilisation, le suivi et l'établissement de rapports; et les femmes, la paix et la sécurité. La commissaire Urpilainen clôturera la session.

## Ordre du jour

**12:00-12:20** **Bienvenue et ouverture**

**12:20-13:30** **Qu'est-ce qui a changé au niveau national? — Les plans de mise en œuvre du GAP III au niveau national**

- Mise en œuvre du GAP III dans le cadre de la programmation indicative pluriannuelle de l'aide extérieure de l'UE — état des lieux
- Présentations conjointes par les délégations de l'UE et des représentants de la société civile des Plans de mise en œuvre au niveau national (CLIPs) au Nigeria, au Népal, au Nicaragua et en Jordanie, reflétant des pratiques et des défis prometteurs, en mettant l'accent sur les consultations avec les organisations locales de la société civile, y compris les droits des femmes, les jeunes/filles et les organisations de base, ainsi qu'avec les autorités locales.

**13:30-13:45** *Pause*

**13:45-15:15** **Discussions en sessions parallèles**

### Groupe 1

#### Partenariats et dialogue inclusifs

Discuter comment, tout au long de la mise en œuvre du GAP III, renforcer les partenariats et le dialogue, garantir une participation inclusive des organisations (locales) de défense des droits des femmes, des organisations de jeunes et de filles, des organisations de base et des autorités locales, et promouvoir une approche du genre axée sur une approche intersectionnelle, transformatrice et fondée sur les droits de l'homme.

Questions d'orientation du débat:

- Quelles sont les meilleures pratiques issues des consultations avec les OSC/OSC de femmes pour le développement des CLIPs.

- Comment les plateformes de dialogue existantes ont-elles fonctionné? Ce sont-elles adaptées aux différents degrés de capacité des organisations? Sont-elles accessibles à tous les groupes d'intérêt ou organisations qui ont besoin de participer?
- Dans quelle mesure les plateformes existantes abordent-elles des contextes où l'espace civique n'est pas propice à une participation inclusive? Y a-t-il des stratégies utiles qui sont apparues ou des initiatives qui méritent d'être diffusées?
- Comment renforcer le soutien aux organisations de défense des droits des femmes

## **Groupe 2**

### **Travailler ensemble au niveau local**

Discuter des moyens de renforcer la participation des autorités locales à la mise en œuvre du GAP III et de renforcer la coopération entre la société civile et les autorités locales afin de favoriser un environnement positif en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, de modifier les stéréotypes sexistes et d'accroître la participation des femmes et des filles à la gouvernance locale.

Questions d'orientation du débat:

- Quelles conditions favorisent l'instauration d'un environnement favorable à l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau local?
- Point de départ : quelles approches peuvent conduire à un cycle vertueux de changement des stéréotypes sexistes et d'amélioration de la participation des femmes et des filles à la gouvernance locale?

## **Groupe 3**

### **Promotion de la gouvernance démocratique et de la participation civique**

Discuter de la manière de soutenir les organisations de la société civile, les autorités locales, les organisations de femmes et les organisations de jeunesse et de renforcer leur voix et leur participation, notamment par le biais d'un dialogue politique et stratégique plus inclusif, axé sur une approche intersectionnelle, transformatrice et fondé sur les droits de l'homme.

Questions d'orientation du débat:

- Comment renforcer la voix de la société civile et des autorités locales?
- Comment les délégations de l'UE et les États membres de l'UE peuvent-ils soutenir la poursuite de la mise en œuvre des droits des femmes par les autorités nationales? Quelles sont les approches de plaidoyer qui ont fonctionné/pourraient fonctionner le mieux?
- Quels types d'interventions montrent de meilleurs résultats en matière de renforcement des capacités des mécanismes nationaux d'égalité des genres et de soutien à la société civile, aux organisations de défense des droits des femmes et aux autorités locales?
- Comment le dialogue peut-il devenir plus accessible pour toutes les organisations de la société civile, de femmes et de jeunesse et permettre une participation inclusive aux niveaux local et national?

## **Groupe 4**

### **Communication, suivi et rapports**

Discuter de la manière de renforcer la participation de la société civile et des autorités locales au suivi et à la communication sur la mise en œuvre du GAP III et sur les progrès accomplis vers l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

Questions d'orientation du débat:

- Comment collaborer à la mise en œuvre d'une communication et d'une sensibilisation réalistes et inclusives (sur le GAP III, GEWE en général, etc.)?
- Comment améliorer l'accès, la disponibilité et l'utilisation des rapports et comptes de mise en œuvre du GAP III/CLIP? Quels sont les moyens d'information adaptés aux capacités des titulaires de droits à communiquer la contribution de l'UE à l'égalité entre les hommes et les femmes/les progrès réalisés dans le cadre du GAP III/CLIPs?
- Quels espaces peuvent être utilisés pour recueillir et documenter en permanence les pratiques de développement et les pratiques prometteuses des travaux des organisations de la société civile, des organisations de femmes et de jeunesse ?
- Existe-t-il des exemples de facilitation de la contribution des organisations de la société civile, des organisations de femmes et de jeunesse à la documentation, au suivi, à l'évaluation et à l'établissement de rapports sur les résultats en matière d'égalité des genres?

## **Groupe 5**

### **Femmes, paix et sécurité (WPS)**

Discutez de la manière de garantir que les autorités locales, la société civile et les organisations (de droits) des femmes travaillant dans le domaine de la paix, ainsi que les femmes médiatrices et bâtisseuses de paix, soient associées à la mise en œuvre du GAP III et des CLIPs.

Questions d'orientation du débat:

- Que faut-il faire pour que les organisations de la société civile travaillant pour les femmes, la paix et la sécurité ainsi que les médiatrices et bâtisseuses de paix soient associées à la mise en œuvre du GAP III et des CLIPs?
- Le plan d'action de l'UE sur les femmes, la paix et la sécurité prévoit que le SEAE et les délégations de l'UE devraient mettre en place et institutionnaliser un mécanisme de consultation avec les femmes issues de milieux divers et d'organisations de la société civile, tant dans les États membres que dans les situations de conflit, où l'UE opère. Comment cet engagement a-t-il été suivi au niveau des pays partenaires? Que faudrait-il mettre en place pour remplir cette exigence?
- Les analyses de conflits et/ou les considérations de sensibilité aux conflits sont-elles fondées sur une analyse comparative entre les genres, en tenant compte également des risques en matière de sécurité et de sûreté pour les femmes et les organisations de la société civile?

**15:15-15:30 Pause**

**15:30-16:45**

**Compte rendu en plénière par les groupes de travail et discussion sur les principales conclusions et recommandations**

**Allocution de clôture de la commissaire Jutta Urpilainen**